



Pouvoir adjudicateur :

UGECAM PACA CORSE

Siège : 42 Boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Service Marchés publics :

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Appel d'offres ouvert*

Maintenance des ascenseurs, monte-charges et ascenseurs de charges

Référence : marché n° 2025.22

* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

TABLE DES MATIERES

GLOSSAIRE.....	4
PREAMBULE – PRESENTATION DE L'ORGANISME.....	5
1.1 Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur	5
1.2 Une mission de service public	5
1.3 Les publics accueillis.....	6
Article 1 – OBJET DU MARCHÉ	7
1-1-Objet et procédure.....	7
1-2-Décomposition du marché	7
1-3-Durée du marché et modalités de reconduction	7
1-4- Indication des montants/ quantités	8
1-5-Variantes	8
1-6- Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles	9
1-7-Sous-traitance.....	9
1-8- Entreprises groupées	9
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
2.1 Pièces particulières	9
2.2 Pièces générales	10
2.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales	10
Article 3 - DELAIS D'EXECUTION	11
Article 4 – CORRESPONDANTS DE L'UGECAM PACA CORSE.....	11
4.1 Services administratifs	11
4.2 Service référents (utilisateurs)	13
Article 5 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	13
5.1 Dispositions générales relatives à la maintenance préventive :	13
5.2 Dispositions générales relatives à la maintenance corrective :	14
5.3 Adjonction ou amélioration d'équipements.....	15
5.4 Retrait d'équipements.....	16
5.4 Clause limitative d'exclusivité	Erreur ! Signet non défini.
5.5 Désignation d'un référent.....	16
5.3 Identification du personnel	16
5.4 Mise à disposition partiel d'un local au Titulaire du marché	Erreur ! Signet non défini.
5.5 Respect des consignes	16
5.6 Obligation de résultat	17
5.7 Passation de commande	17
5.8 Clause limitative suite à défaut d'exécution	17
Article 6 – REUNIONS AU COURS DE L'EXECUTION.....	18
6.1 Réunion de démarrage du marché	18
6.3 Réunion de marché trimestrielle	18
6.4 Réunion de chantier	Erreur ! Signet non défini.
6.3 Procès-verbal de réunion.....	18
Article 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION & ADMISSION	18
7-1-Vérifications- Admission- Transfert de propriété	18
7-2- Constat d'exécution du service	19
Article 8 - GARANTIE	19
Article 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	19
9-1-Répartition des paiements	19
9-2-Contenu des prix	19

9-4-Modalités de variation des prix.....	20
9-5-Application de la taxe à la valeur ajoutée	20
Article 10 - AVANCE.....	21
Article 11 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	21
Article 12 – ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS	21
Article 13 – PAIEMENT & ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	21
13-1-Mode de règlement.....	21
13-2-Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro	22
13-3-Format des demandes de paiement	24
13-4-Intérêts moratoires.....	24
Article 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	25
Article 15 – PENALITES.....	25
Article 16 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES	26
Article 17 – RESILIATION	27
Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	27
Article 19- CONFIDENTIALITE	28
19-1-Confidentialité des échanges dans le cadre du marché	28
19-2-Confidentialité des données.....	28
Article 20 - ASSURANCES.....	29
Article 21 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	29
Article 22 – EVALUATION DE LA PRESTATION.....	30
Article 23 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE*	30
Article 24 – DEROGATIONS	31

GLOSSAIRE

BPC : Bordereau de Prix Complémentaires
BPU : Bordereau des Prix Unitaires
CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales
CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
CMRA : Centre Médical Rhône Azur
CRF : Centre Cardio-Vasculaire
CRP : Centre de Rééducation Professionnelle
DPGF : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire
ITEP : Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique
MAS : Maison d'Accueil Spécialisée
UGECAM : Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie

PREAMBULE – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Les missions du GROUPE UGECAM se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

1.1 Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'**UGECAM PACA-CORSE** se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

1.2 Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

1.3 Les publics accueillis

- **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;
 - ⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.
 - ⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.
- **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes. La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

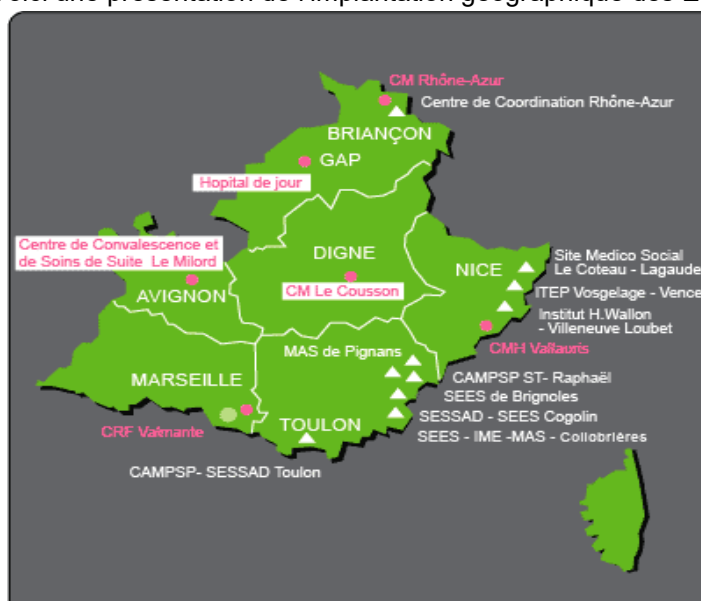
Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

- **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :



Article 1 – OBJET DU MARCHÉ

1-1-Objet et procédure

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations de « **Maintenance des ascenseurs, monte-charges et ascenseurs de charges** » : marché n° 2025.22.

La consultation est passée selon :

- la procédure d'Appel d'offres ouvert européen en application de l'article L 2124-1 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique ;
- les dispositions relatives à l'accord cadre, régi par les articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique. Il s'agit d'un marché mono attributaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché des prestations de même nature, similaires ou associés.

Les prix appliqués dans les annexes financières sont contractuels et fermes la première année.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1-2-Décomposition du marché

Le marché est décomposé en 6 lots, tels que décrits ci-après :

Lot N°1 - Marseille (7 appareils)

- IUR Marseille – 42 boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Lot N°2 - Carpentras (4 appareils)

- Pôle santé de Carpentras – 30, rond-point de l'amitié 84 200 Carpentras

Lot N° 3 – Var (4 appareils)

- Institut Médico Educatif Jean Itard - 759, Chemin de Camp Bourjas - 83610 COLLOBRIERES

Lot N°4 - Digne les Bains (3 appareils)

- Centre le Cousson – route de Digne 05 000 Digne les Bains

Lot N° 5 - Briançon (4 appareils)

- Centre Médical Rhône Azur -2, avenue Adrien Daurelle - 05105 BRIANCON CEDEX

Lot N° 6 – Alpes Maritimes (18 appareils)

- Centre Médical Hélios Marin à Vallauris (CHM) – 1090 voie Julia - 06 220 Vallauris
- ITEP Vosgelade à Vence - 1028 chemin de Vosgelade – 06 140 Vence
- Centre de reclassement Le Coteau - Route de Saint Laurent du Var - Le Plan du bois - 06610 LA GAUDE
- Centre Henri Wallon à Villeneuve Loubet -6 Chemin des Hautes Ginestières – 06 270 Villeneuve Loubet

1-3-Durée du marché et modalités de reconduction

➤ **Pour les lots 1,2,3,4 et 6 :**

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une période d'un (1) an à l'issue de laquelle il sera renouvelé par période identique par tacite reconduction 3 fois (**pour un maximum de 4 ans au total**), par la Personne Publique.

En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de 3 mois avant la fin du marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Nota :

L'exécution des prestations de maintenance est attendue au 30/06/2025, date de renouvellement effectif du mainteneur.

Une période de préparation du marché - non facturée - est intégrée au marché, entre la notification et

l'effectivité des prestations, afin de garantir la bonne mise en place du titulaire.

➤ **Pour le lot 5:**

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une période d'un (1) an à l'issue de laquelle il sera renouvelé par période identique par tacite reconduction 3 fois (**pour un maximum de 4 ans au total**), par la Personne Publique.

En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de 3 mois avant la fin du marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Nota :

L'exécution des prestations de maintenance est attendue au 05/09/2025, date de renouvellement effectif du mainteneur.

Une période de préparation du marché - non facturée - est intégrée au marché, entre la notification et l'effectivité des prestations, afin de garantir la bonne mise en place du titulaire.

1-4- Indication des montants/ quantités

Le marché comprend :

- Une partie à prix global et forfaitaire concernant les prestations de maintenance préventive.
- Une partie à bons de commande relative aux opérations de maintenance corrective, réglée par application des prix du bordereau des prix unitaires dans le cadre de bons de commande. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. En application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique, les montants minimums et maximums de commande sur la durée totale de l'accord-cadre par lot sont les suivants :

Lot	Montant minimal sur la totalité du marché	Montant maximal sur la totalité du marché
Lot 1 : site de Marseille (13)	0€	25 000,00 €
Lot 2 : site de Carpentras (84)	0€	15 000,00 €
Lot 3 : sites du Var (83)	0€	70 000,00€
Lot 4 : site de Digne les Bains (04)	0€	14 000,00 €
Lot 5 : site de Briançon (05)	0€	26 000,00€
Lot 6 : sites des Alpes Maritimes (06)	0€	85 000,00 €
<u>TOTAL</u>	0€	235 000,00 €

NOTA :

- **Ces montants ne constituent pas un engagement de dépense ou de volume de la part du pouvoir adjudicateur.**
- **En cas d'atteinte du montant maximum par période : le marché pourra être reconduit par anticipation, ce qui pourra entraîner une diminution de la durée totale du marché.**

1-5-Variantes

Au regard des articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la Commande Publique : les variantes ne sont pas autorisées.

1-6- Options – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles

1-7-Sous-traitance

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32.1 du CCAG FCS).

1-8- Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces particulières sont fournies dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et les annexes (annexe 1 financière de chaque lot – annexe 2 délai des pièces de rechange de chaque lot) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du prestataire pour chacun des lots (notamment, mais non limitativement le cadre de réponse valant mémoire technique du candidat) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, sont aussi fournies les pièces suivantes :

- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle ;

- Les bons de commande ;
- Les PV de réunions.

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties);
- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

2.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- L'Acte d'engagement
- Le BPU et la DPGF

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R 2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire **à sa demande** soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'Ugecam Paca Corse :

Service des marchés publics

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

@ : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Article 3 - DELAIS D'EXECUTION

Le marché comprend :

- une période préparatoire qui débute lors de la notification et s'entend comme « période de prise en charge » pour réalisation des états des lieux contradictoires.
- la prise en charge effective des contrats, telle que précisées par l'article 1.3.

Le Titulaire s'engage, sous peine de pénalités prévus à l'article 15, à réaliser l'ensemble des prestations dans les délais indiqués dans le C.C.T.P.

Attention :

Les établissements sont ouverts tous les jours de l'année à l'exception des établissements suivants (ouverts 210 jours par an) :

- Dans les ALPES MARITIMES:
VOSGE LADE
LA GAUDE
HENRI WALLON

- En CORSE :
Site de Bastia

Article 4 – CORRESPONDANTS DE L'UGECAM PACA CORSE

4.1 Services administratifs

SERVICE DES MARCHES PUBLICS			
Adresse Service Marchés Publics		IUR Valmante – BP 83 42 boulevard de la Gaye 13275 Marseille cedex 9 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
Secrétariat Service Marchés Publics		Téléphone : 04 88 22 86 37 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
Acheteur Public régional		Maéva GELABALE Téléphone : 04 88 22 86 40 Email : maeva.gelabale@ugecam.assurance-maladie.fr Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	
SERVICES DES ACHATS			
P R O V E N C E	IUR Valmante 42 Boulevard de la Gaye BP83 13275 Marseille cedex 9	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. TOUITOU Lionel Gestionnaire des Achats Tél : 04 88 22 86 71 lionel.touitou@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge du traitement des factures :</u> M. MELKA Nathaniel Technicien acheteur Tél : 04 88 22 86 59 nathaniel.melka@ugecam.assurance-maladie.fr
	CSSR Le Mylord Pôle de Santé de Carpentras 30 Rond Point de l'amitié 84200 CARPENTRAS		
	CENTRE MEDICAL « Le Cousson » Route de Nice 04 000 DIGNE LES BAINS		

V A R	CENTRE JEAN ITARD Quartier « La Rode » 83 610 COLLOBRIERES	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. Serge RASCAO Gestionnaire des Achats Tél : 04 94 13 55 66 serge.rascao@ugecam.assurance-maladie.fr Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53	<u>En charge du traitement des factures :</u> Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53
A L P E S M A R I T I M E S	CENTRE HELIO MARIN de Vallauris 1090 voie Julia - B P. 169 06 220 VALLAURIS CENTRE HENRI WALLON Chemin des hautes ginestières 06 270 VILLENEUVE LOUBET ITEP VOSGE LADE 1028, chemin de vosgelade 06 140 VENCE CRP LE COTEAU RD 118 lieu dit « le plan du bois » Route de Saint Laurent 06 610 LA GAUDE	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> Gestionnaire des Achats (en cours de recrutement) Tél : 04 92 02 53 21 A titre provisoire, l'adresse mail à contacter est : wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge du traitement des factures :</u> Mme POLGE Anais Technicien acheteur Tél : 04 92 02 53 21 anais.polge@ugecam.assurance-maladie.fr
A L P E S	CENTRE DE COORDINATION RHONE AZUR 2 avenue Georges Pompidou 05 100 BRIANCON CENTRE MEDICAL RHONE AZUR Chemin des peupliers Lieux dit les Aurouzes 05 000 GAP CENTRE MEDICAL RHONE AZUR 2 Avenue Adrien Daurelle, 05100 Briançon	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M.Serge GUILLOT Gestionnaire des Achats Tél : 04 92 02 53 47 serge.guillot@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge du traitement des factures :</u> Mme BOUNOUS Technicien acheteur tel : 04 86 99 11 85 elyne.bounous@ugecam.assurance-maladie.fr
SERVICES DE L'ORDONNANCEMENT DES FACTURES			
Adeline DEROEUX Assistante Ordonnancement Téléphone : 04 92 02 53 25			
SERVICE COMPTABILITE			
Christelle PRUVOST Téléphone : 04 92 02 53 31 Mail : christelle.pruvost@ugecam.assurance-maladie.fr			

4.2 Service référents (utilisateurs)

Etablissement	Nom	N°de téléphone	N° portable	Courriel
Etablissements Varois	Bianco Stéphane	04 94 13 57 22	06 48 00 46 96	stephane.bianco@ugecam.assurance-maladie.fr
CMRA Briançon / Gap	Lemaitre Philippe	04 86 99 14 48	06 37 15 88 34	philippe.lemaitre@ugecam.assurance-maladie.fr
CRF Valmante (Marseille)	Gambra Denis	04 88 22 86 22	06 84 21 51 66	denis.gambra@ugecam.assurance-maladie.fr
Le Mylord (Carpentras)	Dinard Jacques	04 96 20 39 07	07 61 60 66 17	jacques.dinard@ugecam.assurance-maladie.fr
Etablissements des Alpes Maritimes	Morange Jean-Pierre	04 92 95 30 81	06 31 74 37 89	jean-pierre.morange@ugecam.assurance-maladie.fr
	LejeuneDutto Pierre (adjoint)	04 92 95 31 22	06 85 35 93 97	pierre.lejeune@ugecam.assurance-maladie.fr
Le Cousson (Digne)	Dinard Jacques	04 96 20 39 07	07 61 60 66 17	jacques.dinard@ugecam.assurance-maladie.fr

Article 5 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des dispositions du C.C.T.P.

5.1 Dispositions générales relatives à la maintenance préventive :

Il s'agit des opérations périodiques de maintenance et d'entretien préconisées par le constructeur, destinées à maintenir à tout moment l'aptitude au bon fonctionnement de l'ensemble des équipements.

Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations listées par le C.C.T.P. et aux contrôles réglementaires.

D'une manière générale, les interventions du prestataire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement des services de l'Ugecam Paca-Corse, et doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum les contraintes.

Le prestataire prendra soin de ne pas salir les locaux dans lesquels il interviendra. La sécurité sanitaire est en jeu. Il respectera les règles d'hygiène en vigueur. A l'achèvement de chaque intervention de maintenance, le prestataire devra effectuer le nettoyage des locaux et des matériels qu'il aurait éventuellement salis lors de son intervention, ainsi que l'enlèvement de ses installations.

En cas de détérioration des locaux/installations techniques ou des équipements installés par d'autres sociétés du fait du prestataire, L'Ugecam Paca-Corse se réserve le droit de faire réparer ces locaux /installations techniques et/ou ces équipements aux frais et risques du prestataire.

L'Ugecam Paca-Corse se réserve le droit de faire appel autant de fois que nécessaire à une société spécialisée dans le nettoyage dès lors que le prestataire ne maintiendrait pas les locaux/installations techniques dans un état de propreté suffisant pendant l'exécution des prestations ou en cas de

livraison des locaux / installations techniques dans un état jugé insuffisant. Ces dépenses d'entretien des locaux / installations techniques seront facturées au prestataire défaillant.

Pièce de rechange : dans le cadre de la maintenance préventive, et lorsque le titulaire détecte une défaillance nécessitant le remplacement d'une pièce, il en avise le Responsable Technique, par transmission de son compte rendu d'intervention. Un devis (si nécessaire) détaillé est adressé, avant toute intervention corrective.

Sous réserve de l'approbation du représentant de l'UGECAM PACAC, les pièces de rechange remplacées à cette occasion feront l'objet d'une facturation séparée au titre de la maintenance corrective.

Dans tous les cas, le prix facturé ne pourra excéder le prix renseigné au bordereau de prix unitaire.

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de l'Ugecam Paca-Corse délivré par écrit, des pièces neuves conformes aux spécifications du constructeur et adaptées aux installations. Elles seront « d'origine constructeur », sauf autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Tout remplacement de pièces devra être dûment justifié. L'Ugecam Paca-Corse se réserve, en outre, la possibilité d'expertise des éléments remplacés. Pour ce faire, toute pièce remplacée justifiant une facturation complémentaire sera laissée à disposition de L'Ugecam Paca-Corse pour une période de **dix jours** maximum.

Le prestataire peut proposer à L'Ugecam Paca-Corse, ou l'organisme peut demander au prestataire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Traçabilité des interventions de maintenance préventive: à l'issue de chaque intervention, le titulaire, ou son représentant, doit consigner avec précision, sur le carnet d'entretien, tous les faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil, en particulier :

- La date, la durée et la nature des interventions, ainsi que toutes observations effectuées au titre de l'entretien.
- La date, la durée et la nature des travaux, remplacement de pièces, modifications de toute nature apportées à l'appareil au titre de l'entretien, mise en conformité ou modernisation.
- La date, la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage.

Ce carnet est fourni par le prestataire à l'occasion de la prise en charge des installations. Le carnet d'entretien devra se trouver en machinerie ou à l'accueil de l'établissement.

En complément de la consignation sur le carnet d'entretien, le titulaire du marché se doit de remplir le registre de sécurité de l'établissement.

5.2 Dispositions générales relatives à la maintenance corrective :

La maintenance corrective a pour objectif de remettre en état l'équipement ou l'installation concernée, afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- à la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le prestataire ou l'Ugecam Paca-Corse
- à la demande du responsable technique de l'Etablissement qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, en fonction des perturbations constatées.
- à l'initiative du prestataire et sur accord du Directeur de l'Etablissement, à la suite d'anomalies constatées au cours de visites préventives.

Les interventions correctives concernent tous les sites et s'effectuent, en fonction du contrat de maintenance, sur demande des établissements bénéficiaires, par tout moyen indiquant une date (fax, courriel).

Elles s'effectuent soit sur demande (téléphonique, confirmation par mail, fax), soit lors d'une visite préventive, par tout moyen permettant d'en assurer la traçabilité

Lors d'un appel téléphonique pour tout type de dépannage, un numéro d'ordre ou d'enregistrement est donné au représentant de l'établissement.

Le prestataire s'engage à mettre en place une organisation permettant de prendre en compte et traiter les demandes dans les délais impartis, et assurer les retours d'information (clôtures, mises en attente).

L'organisation et la procédure de gestion des demandes d'intervention seront décrites dans l'offre du prestataire.

Le prestataire assure les fonctions suivantes :

- réception des demandes,
- analyse des demandes,
- déclenchement des actions pertinentes,
- suivi de bonne fin des actions.

La maîtrise du nombre de demandes d'intervention est un bon indicateur :

- de la qualité de la maintenance préventive,
- de l'efficacité des interventions correctives,
- de la bonne réactivité, de la compétence du Prestataire et de la qualité de la communication.

Le titulaire est tenu d'intervenir dans les délais contractuels prévus. Le titulaire doit informer et tenir au courant le Directeur de l'établissement de l'évolution du traitement de la panne et, éventuellement, de la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes.

Ces interventions ne concernent pas les matériels sous garantie.

Un devis préalable sera soumis à approbation du responsable du site concerné.

Le devis mentionnera, a minima, les mentions obligatoires, ainsi que :

- le délai d'approvisionnement, le cas échéant
- le délai de réparation définitive

Dès acceptation, ce devis fera l'objet d'un bon de commande.

A réception de la demande, les interventions sont effectuées dans les délais contractuels prévus.

A l'issue de celles-ci le titulaire transmettra les rapports d'intervention y afférent.

Traçabilité des interventions de maintenance corrective : à l'issue de chaque intervention, le titulaire, ou son représentant, doit consigner avec précision, sur le carnet d'entretien, tous les faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil.

Les dispositions susmentionnées, relatives à la traçabilité des interventions de maintenance préventive s'appliquent.

Pièces de rechange : Les dispositions susmentionnées, relatives aux pièces de rechange des interventions de maintenance préventive s'appliquent.

5.3 Adjonction ou amélioration d'équipements

Le pouvoir adjudicateur signale par écrit au titulaire toute adjonction d'équipements nouveaux ou amélioration d'équipements par rapport à l'inventaire de départ.

Le titulaire prendra en charge les nouvelles installations dès leur réception. Le Titulaire devra être présent à la réception des ouvrages réalisés pour leur prise en charge dans le cadre du marché.

Les conditions de prise en charge des nouvelles installations seront réglées par avenant ou, à défaut, dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur.

Comme mentionné par le CCTP, les éventuels nouveaux appareils complémentaires venant s'ajouter au patrimoine de l'UGECAM Paca Corse, devront obligatoirement intégrer le marché objet de la présente consultation au fur et à mesure de leur mise en service. Le prestataire devra en assumer la maintenance quel que soit la marque, la technologie, et l'origine des composantes, en contrepartie d'une rémunération à convenir avec le maître d'ouvrage, et qui devra être en adéquation avec les conditions proposées dans la présente consultation, à caractéristiques techniques comparables.

La première année, les prestations à redevance forfaitaire relatives aux nouvelles installations seront facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge de la maintenance des dits équipements. Tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit conjoint du représentant du pouvoir adjudicateur et du responsable de site.

5.4 Retrait d'équipements

Le pouvoir adjudicateur signale par écrit au titulaire de l'accord-cadre tout retrait d'équipements par rapport à l'inventaire de départ.

Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par avenant ou, à défaut, dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur.

Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements à l'inventaire contractuel. Tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit conjoint du représentant du pouvoir adjudicateur signataire de l'accord-cadre à passer et du responsable de site.

5.5 Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée au pouvoir adjudicateur et tout changement sera également immédiatement communiqué au pouvoir adjudicateur.

5.6 Identification du personnel

Le Titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le Cv du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

5.7 Respect des consignes

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du Titulaire, dans cet article,

l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses co-traitants et/ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du Titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du Titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

5.8 Obligation de résultat

Le présent Marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- **Respect des délais d'interventions**

5.9 Passation de commande

Les fournitures et/ou prestations sont commandées par bons de commande signés par le Directeur général ou son représentant. Les bons de commande indiquent la référence du marché, la désignation des fournitures et/ou prestations, la quantité commandée et le prix correspondant. Ils sont signés électroniquement et envoyés par voie courriel (électronique). Le titulaire est dans l'obligation de transmettre aux services de l'Ugecam Paca Corse une adresse courriel valable et unique, pour réception des bons de commande.

Préalablement à l'établissement d'une commande, le Service Utilisateur pourra prendre rendez-vous, s'il le juge nécessaire, avec le titulaire du marché afin de déterminer la nature, la quantité, et les dispositions relatives à la livraison et/ou l'installation.

Dans le cas où un devis est demandé par le Service Utilisateur, préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci doit être fourni par le titulaire dans un **délai maximal de 48 heures suivant la demande**, conformément au CCTP.

5.10 Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'Ugecam Paca Corse peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite du pouvoir adjudicateur).

Dans le cadre de l'exécution au frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'Ugecam Paca Corse, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 36 du C.C.A.G.)

Article 6 – REUNIONS AU COURS DE L'EXECUTION

6.1 Réunion de démarrage du marché

Dans les 30 jours suivant la notification ou ordre de démarrage des prestations, une **réunion de démarrage du marché sera organisée** avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin d'ajuster le planning de réalisation, la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'Etablissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Le délai écoulé entre la notification et la réunion de lancement ne dispense pas du démarrage des prestations.

Il est précisé que cette première réunion de lancement sera programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification.

Cette réunion pourra être réalisée en présentiel ou en distanciel (visioconférence).

6.3 Réunion de marché trimestrielle

Des réunions de marché trimestrielles doivent être organisées avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin de procéder à un bilan d'exécution du marché, et s'assurer de la bonne réalisation des prestations.

Ces réunions seront programmées à l'initiative du Titulaire.

Un compte-rendu de réunion devra être rédigé par le TITULAIRE et soumis à la validation de l'UGECAM PACA CORSE.

Cette réunion pourra être réalisée en présentiel ou en distanciel (visioconférence).

6.3 Procès-verbal de réunion

Procès-verbal de réunion: un procès-verbal de réunion sera établi par le titulaire. Ce PV sera signé contradictoirement, au terme de chacune des réunions susmentionnées. Un délai de 15 jours ouvrés sera laissé aux parties pour apporter au procès-verbal toute rectification ou modification. Après écoulement de ce délai, le procès-verbal sera réputé admis par les parties et deviendra contractuel.

Article 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION & ADMISSION

7-1-Vérifications- Admission- Transfert de propriété

Conformément aux articles 22 à 25 du CCAG FCS, à la réception des fournitures et/ou prestations, les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par les responsables des services destinataires.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Le pouvoir adjudicateur dispose cependant d'un délai de 15 jours à compter de la réception pour élever d'éventuelles réclamations concernant la qualité ou la quantité des fournitures. L'absence de réclamation dans ce délai de 15 jours vaut décision d'admission définitive. Le transfert de propriété est réalisé par cette admission définitive qui est également le point de départ du délai de garantie.

Toute marchandise livrée déclarée non conforme doit être enlevée dans les plus brefs délais aux frais du fournisseur.

Conformément aux dispositions de l'article 22.2.1 du CCAG, quels que soient les résultats des

vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. **Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.**

Il est précisé que le fournisseur doit absolument respecter les marques qu'il a proposées dans son offre. Pour toute autre marque proposée, le titulaire devra justifier que les nouvelles marques proposées sont d'une qualité et de propriétés techniques équivalentes (échantillons, fiches techniques, fiches de sécurité).

7-2- Constat d'exécution du service

Une fiche d'incident (annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières - CCAP) portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

Article 8 - GARANTIE

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an. Au titre de cette garantie, l'article 28 du C.C.A.G. / Fournitures courantes et Services s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de 7 jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de(s) la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

Article 9 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants;
- au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

9-2-Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Le marché est traité à prix mixtes.

- **PRESTATIONS A FORFAIT** : prestations de maintenance préventive (hors interventions réglées par bon de commande) et autres frais annexes détaillés par le CCTP.

- **PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE** : prestations de maintenance corrective dans le respect des montants fixés au Bordereau des Prix Unitaires (Annexe de l'AE).

Le marché est conclu et exécuté en EUROS.

Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

9-3-Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution puis sont révisibles.
Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times (I / I_0))]$$

Dans laquelle :

P = Valeur révisée de l'accord-cadre;

P₀ = valeur initiale de l'accord-cadre (mois M₀)

I = dernière valeur publiée de l'index **BT 48 - Ascenseurs** au jour de la révision;

I₀ = valeur de ce même index au mois d'établissement des prix) ;

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Le titulaire devra adresser - avant toute répercussion sur sa facturation - 1 mois minimum avant la date d'effet, pour accord, son calcul au service marchés publics :

mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Clause butoir

Chaque prix ne peut évoluer, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 2 % maximum par rapport à l'année précédente. L'augmentation annuelle est ainsi calculée à sur la base des derniers prix révisés. En cas d'augmentation supérieure à la hausse par la Clause butoir, et, à défaut d'accord des parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

Clause de préavis

Il appartient au titulaire sous peine de forclusion, de notifier en détail, au service marchés publics :

mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr, son nouveau barème de facturation en appliquant la formule précitée et en respectant un préavis de 1 mois.

En cas d'absence de notification dans le délai demandé, la révision annuelle ne sera pas applicable.

9-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 10 - AVANCE

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 11 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

Article 12 – ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Article 13 – PAIEMENT & ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13-1-Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

13-2-Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.



En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire doit privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro sur l'un des SIRET suivant en fonction de l'émetteur de la commande :

Nom de l'Etablissement	Adresse	Ville	Code Postal	N° SIRET
SIEGE	42 Boulevard de la Gaye BP 84	Marseille	13009	43017105800372
IUR VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800398
LE MYLORD	30 rond point de l'amitié	Carpentras	84200	43017105800299
IME de Collobrières	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS LA Source à Pignans	Grand Rue	Pignans	83790	43017105800067
FAM les Châtaigniers	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS Les Collines	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS de BASTIA	Route d'Agliani	Bastia	20200	43017105800430
CMRA Briançon	2 avenue Adrien Daurelle	Briançon	05105	43017105800406
CPO RHONE AZUR	2 avenue Georges Pompidou	Briançon	05105	43017105800182

CM LE COUSSON	Route de Nice	Digne	04000	43017105800166
CENTRE HELIO MARIN	BP 169	Vallauris	06223	43017105800109
Structures de La Gaude	Route de Saint Laurent du Var	La Gaude	06610	43017105800158
Structures de Vence	Le Plan du bois 1028 Chemin de Vosgelade	Vence	06140	43017105800125
Structures de Villeneuve Loubet	Chemin des Hautes Ginestières	Villeneuve Loubet	06270	43017105800117
CMRA Gap	Lieu dit "les Aurouzes" Chemin des peupliers	Gap	05000	43017105800273
SAMSAH VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800380
CSSR VALMANTE HOP EUROPEE	3 rue Melchior Guinot CS 20369	Marseille	13003	43017105800265

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera les établissements de l'Ugecam Paca Corse en tant que destinataire de la facture : xxxxxxxxxxxxxxxx
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure: SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE dont la structure est « CL xxxxxxx du jour/mois/année (x=chiffres) »

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas de difficulté, vous pouvez contacter :

wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Ou le 04 92 02 53 24 ou 04 92 02 53 31

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

UGECA PACA CORSE Service facturier

Chemin des Hautes Ginestières 06 270 Villeneuve Loubet

13-3-Format des demandes de paiement

Une facture mensuelle sera adressée pour chaque lot.

Pour la maintenance préventive : une facture **trimestrielle** sera adressée à terme échu, pour chaque lot.

Pour la maintenance corrective : une facture mensuelle sera établie, pour chaque lot, conformément aux bons de commande et prestations exécutées, afférents au mois en cours.

Les factures afférentes au marché seront établies à terme échu en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du lot
- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

13-4-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Article 15 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont fixées par l'annexe 2 du présent CCAP.

Chaque fois que l'UGECAM PACA CORSE constatera :

- ☐ Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- ☐ Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit sans mise en demeure préalable.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'Ugecam Paca Corse appliquera les pénalités définies ci-après :

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).

2. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.

3. Si l'Ugecam Paca Corse demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

En cas de perte de clé(s) remise par l'Ugecam au titulaire pour l'exécution de ses prestations sur un des sites, le titulaire verse à l'Ugecam 3 (trois) fois le coût de remplacement et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées, selon l'organigramme de clés existant sur le site.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Pour tout autre retard constaté à la bonne exécution, il sera fait application de la pénalité suivante, calculée par application de la formule $P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou mal exécutée, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard ou constat de mauvaise exécution

Article 16 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable **et de recourir préalablement à tout contentieux formalisé aux services du Médiateur des Entreprises (renseignements sur : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>)**.

Pour rappel : la Médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide – moins de trois mois – et confidentiel – le secret des affaires est préservé, la notoriété des entreprises également. Le gain de la médiation est double. Elle permet avant tout de dénouer les blocages qui minent les relations d'affaires et par conséquent de délester les tribunaux des différends pouvant être résolus à l'amiable.

Tout différend lié à l'exécution d'un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d'une commande publique, peut faire l'objet d'une saisine.

La procédure s'effectue suite à saisine (possible via site internet). Un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d'action. Le médiateur réunit les deux parties et participe au rapprochement des intérêts divergents. Des solutions communes sont élaborées par les médiés. Une médiation peut durer de quelques heures à 2 ou 3 mois maximum, en fonction des difficultés et du temps dont dispose chaque « médié ».

Lorsqu'elle réussit, comme dans 75 % des cas, elle débouche sur un accord qui peut être perçu comme « gagnant-gagnant » par les parties. Celles-ci ont en effet « co-construit » la solution, et elles en maîtrisent les contours.

A défaut d'accord des parties après saisine du Médiateur susmentionné, ledit litige sera porté exclusivement devant le tribunal compétent.

Il s'agit de celui du domicile de la personne publique.

Article 17 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées par les articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures Courantes et Services », et dans les cas visés par le Code de la Commande Publique.

En complément des motifs mentionnés par l'article 31.2 du CCAG : **en cas d'inexécution par le titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché, ce dernier pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur quinze jours après mise en demeure restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général : « Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 0 % ».

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assorti d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celles-ci pour présenter ses observations.

Article 18 – CLAUSE DE REEXAMEN

L'Ugecam se réserve la possibilité de réexaminer les conditions financières du marché par utilisation d'une clause d'examen, notamment dans les cas suivants :

- ✓ **Conformément aux dispositions de l'article 9.3 « modalités de variation des prix »**, le pouvoir adjudicateur recourt à une négociation avec le titulaire, afin de procéder à une étude annuelle de valorisation ou dévalorisation de ses prix, dans les conditions fixées par l'article précité.
- ✓ **Possibilité de réexaminer les conditions financières**, notamment dans les cas suivants :
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de la convention ou à son équilibre financier,
 - en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit [au pouvoir adjudicateur], entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature de la présente convention.

Les conditions financières de la présente convention seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service, à la présente convention.

Ainsi, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues au marché, l'Ugecam Paca Corse détermine, par ordre

de service simple, les nouvelles prestations qu'elle escompte ajouter. Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché et inséré dans une des familles du Bordereau des Prix
- Prix ne dépassant pas le prix le plus élevé de la famille
- Prix n'impactant pas de plus de 5% le montant du marché : l'activation sera réalisée par ordre de service
- Si le prix impacte de plus de 5% le montant du marché : un avenant sera réalisé.

En tout état de cause, le réexamen n'a pas pour objet de palier une mauvaise compréhension du titulaire des prestations à effectuer au titre du présent marché.

Article 19- CONFIDENTIALITE

L'article 5 du CCAG FCS est complété comme suit :

19-1-Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées dans le cadre du présent marché et s'engagent à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de l'Ugecam Paca Corse. Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de non divulgation.

L'Ugecam Paca Corse pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer le marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'Ugecam Paca Corse s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel, commercial.

19-2-Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par l'Ugecam Paca Corse au titre du présent du marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'Ugecam Paca Corse.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute les mesures au titre du RGPD. Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent du marché ;
-
- Et en fin de marché à :
 - Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Ou à :
 - Restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'Ugecam Paca Corse se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'Ugecam Paca Corse pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 20 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des travaux d'installation ou de maintenance.

Article 21 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire doit remettre :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et

règlements du pays où cette main-d'oeuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 22 – EVALUATION DE LA PRESTATION

L'Ugecam Paca Corse met en place une évaluation de ces prestataires dans le cadre d'une démarche qualité de sa politique d'achats.

Tout au long de l'exécution du marché, le prestataire est évalué sur le respect de ses engagements définis dans les pièces contractuelles et dans l'offre du prestataire lors de l'attribution du marché.

Il pourra lui être notamment demandé la transmission de ses performances en matière de RSE - Responsabilité Sociétale des Entreprises, sur la base de son engagement contractuel, par la fiche « Engagement Responsabilité Sociétale des Entreprises ».

A la fin de l'exécution de la prestation, l'Ugecam pourra établir un rapport d'évaluation d'exécution de sa prestation basée sur des informations réelles et fiables qu'il notifiera au titulaire. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour user de son droit de défense. Il fournira à la personne publique toute justification aux faits qui lui sont, le cas échéant, reprochés qu'il jugera utile.

Ce dossier d'évaluation pourra être notamment pris en compte lors de consultations ultérieures lancées par la personne publique, dans le cadre des expériences préalables réalisées par le prestataire pour des prestations similaires au cours des cinq dernières années.

Article 23 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A UNE SITUATION SANITAIRE GRAVE*

**Contexte spécifique lié au COVID ou à toute situation sanitaire d'une particulière gravité ayant un impact sur le fonctionnement normal des établissements ou services de l'UGECAM PACA Corse*

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu au strict respect des mesures gouvernementales (COVID ou autre) actuelles et futures ainsi que des gestes barrières.

Compte tenu de l'environnement sanitaire dans lequel le personnel du titulaire est tenu à évoluer, un respect parfait des mesures barrières (masque, désinfection des mains, distanciation sociale ...) et autres mesures sanitaires obligatoires, est exigé. Le non-respect de la présente disposition entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

En outre le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans qu'il ne soit possible au titulaire de demander des indemnités ou un quelconque dédommagement, de refuser l'entrée ou de congédier un personnel du titulaire de manière définitive en l'absence de masque ou de respect des mesures de prévention (COVID-19 ou autre) et des gestes barrières.

Au surplus si le prestataire intervient dans un contexte sanitaire grave (COVID-19 ou autre) et qu'il se déplace avec du matériel, alors le titulaire est tenu de désinfecter lesdits matériels après installation afin de prévenir tout risque de contamination.

Le contexte du COVID-19 ou de toute autre pandémie peut également amener à rendre l'exécution des dispositions contractuelles difficiles :

- ✓ Le titulaire s'engage à mettre tout moyen en œuvre afin d'assurer la continuité du service et l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où c'est également le souhait de l'établissement ou du service de l'UGECAM.
- ✓ Le titulaire informe sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il a connaissance d'une difficulté résultant des mesures gouvernementales relatives à la pandémie (au COVID-19 ou autre) pouvant amener à rendre l'exécution contractuelle difficile.

- ✓ A la suite de cette information, une réunion d'urgence entre le pouvoir adjudicateur et un représentant du titulaire habilité à l'engager est organisée afin d'exposer les contraintes de chacun et de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. Cette solution est actée par la voie d'un avenant au contrat.
- ✓ Les réunions d'urgence pourront se tenir à distance (visioconférence ou par téléphone) si le contexte ne permet pas une rencontre physique.

Ces dispositions concernent la période sanitaire actuelle comme toute autre situation sanitaire nationale plaçant les établissements, services de l'UGECAM et les entreprises titulaires, dans un contexte rendant l'exécution des prestations difficile voire impossible.

Deux situations sont donc à envisager :

- Les deux parties sont en mesure de maintenir la prestation dans des conditions normales ou aménagées. Dans ce cas, si les deux parties en sont d'accord, la prestation peut être maintenue.
- Une seule des parties est en mesure de réaliser la prestation.

Dans ce cas, l'autre partie doit être avertie au plus tôt de cette incapacité d'exécution du marché et les parties conviennent d'une suspension, d'un report ou d'une annulation des prestations. Les mesures indemnitaires du Prestataire se feront dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 24 – DEROGATIONS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS dans les articles 2.1. et 2.3 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS dans l'article 15 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG FCS dans l'article 5.8 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 22.3 du CCAG FCS dans l'article 7.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS dans l'article 3.2 du présent CCAP

ANNEXE 1

FICHE D'INCIDENT

Site :

Titulaire :

Marché n° :

N° de BC :

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

1	NATURE DE L'INCIDENT	Cochez la case correspondante	Détail(s) du ou des incidents
	Retard dans les délais d'exécution		
	Mauvaise exécution		
	Problème de facturation		
	Non communication des rapports		
	Autres (à détailler)		

2	ACTIONS MENEES	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Remarque verbale au fournisseur		
	Remarque écrite au fournisseur (@...)		
	Autres (à détailler)		

3	TRAITEMENT PAR LE TITULAIRE	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Incident (s) traité(s) rapidement		
	Incident en cours de règlement		

Incident non réglé à ce jour = demande en urgence d'actions correctives		

Note interne : partie à ne compléter qu'en cas de souhait de voir appliquer les pénalités			
4	SANCTIONS <i>note interne : à ne compléter qu'en cas de souhait d'appliquer les pénalités</i>	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
Demande d'application des pénalités <i>(complété par le référent en charge du suivi du marché)</i>			Montant des pénalités applicables : <i>(partie complétée par le service marchés publics)</i>
Validation du service marchés publics <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			
Validation du Directeur d'Etablissement <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			

Commentaire (s) complémentaire(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

DESTINATAIRES :

- TITULAIRE
- Directeur d'Etablissement
- Service des marchés publics

Nom et Signature de l'émetteur de la fiche d'incident : Nom :	A, Le Signature :
--	--------------------------------------

--	--

ANNEXE 2

Pénalités

Non présentation de documents et / ou non déclaration	
Non remise du rapport d'état des lieux d'entrée sous 1 mois à compter de la mise en place du contrat	50€ HT par jour de retard
Sous traitance non déclarée conformément au marché et/ou en dehors des délais	½ de la valeur du contrat d'entretien de la période sous-traitée avec un minimum de 1 500 € HT
Absence d'information sur la mise à l'arrêt	150 € HT / installation
Non présentation des rapports – semestriel ou annuel	1/20 ^{ème} du montant HT du contrat
Non envoi d'historique d'intervention dans les 48 heures	150 € HT / demande non satisfaite
Non présentation (annuelle) des attestations civile et décennale	200 € HT par lot
Constat de dégradation et de mauvaise tenue des installations	75 € HT par constat.
Absence de carnet d'entretien en machinerie ou au PC sécurité du bâtiment	50 € HT / installation
Erreur de facturation : en cas de facturation refaite plus d'une fois et transmise au-delà des délais indiqués dans le présent contrat	1/1000 ^{ème} du montant annuel HT du contrat par constat
Réunion	
Absence à la réunion d'enclenchement du marché	150 € HT
Absence à une réunion de contrat trimestrielle	50 € HT par constat - Non plafonnée
Non remise du compte-rendu de réunion de contrat trimestrielle dans les délais fixés dans le CCTP	20€ HT par jour de retard
Absence à une réunion imposée par l'UGECAM PACAC concernant sur les pannes en cours sur les machines	50 € HT par constat - Non plafonnée
Tenue de chantier	
Salissures : Négligences des salariés du Prestataire à proximité des locaux de machinerie	220 € HT par constat non plafonnée
Détériorations d'équipements, de peinture sur revêtement de sol, portes, murs, etc.	450 € HT Non plafonnée
Sécurité	
Non réalisation de l'étude de sécurité dans les 6 semaines suivant la prise d'effet du contrat de maintenance	150 € HT / anomalie constatée
Non fonctionnement du téléphone de secours en cabine	1/20 [°] du montant annuel en € HT de l'appareil + 50 € HT par jour ouvrés jusqu'à la remise en service
Non fonctionnement d'un dispositif de sécurité	1/10 [°] du montant annuel en € HT de l'appareil + 50 € HT par jour ouvrés jusqu'à la remise en service
Interventions	
Retard constaté sur la fréquence des visites périodiques telles qu'elles sont définies dans les documents techniques particuliers	150 € HT par retard constaté. Plafonnée à 40% du montant annuel unitaire.
Retard constaté sur les délais relatifs aux interventions de dépannage	Appel de jour : 50 € HT par tranche d'1 heure au-delà du délai contractuel. Appel de nuit : 50 € HT par jour au-delà du délai contractuel. Plafonnée à 40% du montant annuel unitaire.
Retard constaté sur les délais relatifs aux désincarcérations	50 € HT par tranche d'1/4 heure au-delà du délai contractuel. Plafonnée à 40% du montant annuel unitaire
Non-respect du délai de dépannage avec remplacement de pièces	150 € HT par jour calendrier au-delà du temps contractuel. Plafonnée à 40% du montant annuel unitaire
Non levée des réserves dans les délais définis par l'UGECAM Pacac	150 € HT par tranche de huit jours par ascenseur au-delà du délai
Excès de panne	
Avant rénovation, taux d'appels, annuel par appareil > 10	40 € HT par panne supplémentaire.
Après rénovation, taux d'appels, annuel par appareil > 7	50 € HT par panne supplémentaire.
Taux de disponibilité ou fonctionnement non conforme aux objectifs fixés	5% du montant HT/ appareil par tranche de 0,5%
Absence de portage si immobilisation > à 3 jours.	100 € HT par heure de portage non honorée.